



Compte rendu de la session d'automne 2019

Madame, Monsieur,

La grande majorité du Conseil national estime que l'initiative «pour une immigration modérée» (initiative de limitation) représente un danger pour la Suisse et la voie bilatérale avec l'Union européenne. A l'issue d'un long débat, la Chambre du peuple a clairement rejeté cette initiative populaire. La **Conférence des recteurs des hautes écoles suisses swissuniversities** s'est également positionnée contre cet objet en amont des débats. L'initiative populaire menace les conditions cadres essentielles au succès de la place scientifique suisse.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Petra Studer, petra.studer@netzwerk-future.ch

DÉCISIONS DU PARLEMENT

Le Conseil national rejette clairement l'initiative de limitation

Au cours de la session d'automne, le Conseil national a débattu de l'initiative «pour une immigration modérée» (**19.026**), qui demande la résiliation de l'accord sur la libre circulation des personnes (ALCP) avec l'Union européenne. La Chambre du peuple a finalement rejeté l'initiative dite de limitation par 123 voix contre 63 et 3 abstentions. A l'exception de l'Union démocratique du centre, tous les groupes parlementaires se sont prononcés contre cette initiative.

Les opposants à l'initiative ont fait valoir que la libre circulation des personnes facilite considérablement la mobilité transfrontalière entre la Suisse et l'Europe. Elle permet aux Suissesses et aux Suisses de travailler facilement et sans contingents dans les pays de l'UE. L'économie et la science suisses bénéficient en retour du personnel qualifié venu des pays de l'UE. En outre, une acceptation de l'initiative de limitation remettrait fondamentalement en question la voie bilatérale avec l'UE. En effet, l'ALCP est lié à six autres accords, dont l'accord sur la coopération européenne en matière de recherche, qui permet à la Suisse de participer aux programmes de recherche européens. En résiliant l'ALCP, on dénoncerait l'ensemble des Accords bilatéraux I.

Les hautes écoles mettent en garde contre l'initiative

Le Conseil fédéral se positionne également contre l'initiative. Les hautes écoles et organisations de la recherche et de l'innovation suisses alertent elles aussi sur les conséquences d'une acceptation de l'initiative de limitation. Le Conseil des Etats va à présent examiner cet objet. La population sera appelée aux urnes dans le courant de l'année 2020.

 **Protocole du Conseil national du 16 septembre 2019**

 **Protocole du Conseil national du 25 septembre 2019**

Pas de nouveaux programmes d'impulsion pour la numérisation

Le Conseil des Etats a tacitement rejeté deux motions de commission (**19.3009** et **19.3010**) pour l'introduction de programmes d'impulsion supplémentaires sur la numérisation dans la formation et la recherche. Les deux objets ont été déposés par la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N). Une majorité de la Chambre du peuple a soutenu ces motions durant la session d'été.

La CSEC de la Chambre haute, elle, a recommandé le rejet de ces motions. Elle estime que la numérisation devrait déjà occuper une place importante dans le cadre d'encouragement ordinaire pour la formation, la recherche et l'innovation – le Message FRI 2021-2024. Plusieurs mesures visant à relever les défis de la transition numérique sont prévues dans les planifications pluriannuelles des hautes écoles, du Domaine des EPF, des organisations d'encouragement de la recherche et de l'innovation, ainsi que de la formation professionnelle et de la formation continue.

Protocole du Conseil des Etats du 24 septembre 2019

Pas d'interdiction des expérimentations animales entraînant des contraintes sévères

Le Conseil national ne veut pas interdire les expérimentations animales entraînant des contraintes sévères en Suisse. Il a rejeté une initiative parlementaire en ce sens (18.491) par 114 voix contre 60.

Chaque année, près de 600'000 animaux sont utilisés à des fins expérimentales en Suisse et 2,7% d'entre eux sont impliqués dans des expériences du degré de gravité 3 – le plus élevé. Ces expériences peuvent causer des dommages aux animaux ou nuire fortement à leur bien-être général. La majorité de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) a recommandé à son conseil de rejeter l'initiative parlementaire pour l'interdiction de l'expérimentation animale entraînant des contraintes sévères. Elle estime que l'expérimentation animale – dans certains cas d'un degré de gravité élevé – est essentielle au développement de thérapies innovantes dans le domaine médical. La majorité de la CSEC-N s'est également déclarée satisfaite du cadre légal actuel et des conditions restrictives déjà en vigueur pour la conduite d'expériences sur les animaux.

Protocole du Conseil national du 25 septembre 2019

LES PARLEMENTAIRES ONT EN OUTRE ...

- ... approuvé, au Conseil national, une motion (**19.3413**) de leur Commission des finances (CdF-N), par 122 voix contre 64. Cette motion demande une nouvelle mesure de l'efficacité dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI). Elle charge le Conseil fédéral d'introduire, dans le cadre du Message FRI 2021-2024, un modèle permettant d'établir un rapport annuel sur l'efficacité des moyens financiers investis. Le Conseil fédéral considère qu'une évaluation supplémentaire de l'efficacité dans le Domaine FRI serait superflue. Le Conseil des Etats va désormais se pencher sur cet objet.
- ... approuvé, au Conseil national, une intervention visant à améliorer l'égalité des chances dans la formation. Cette motion (**19.3418**) de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national (CSEC-N) demande d'inscrire des mesures pour réduire la sélectivité sociale dans le Message FRI 2021-2024. La Chambre du peuple a approuvé cet objet par 101 voix contre 82 et une abstention.
- ... terminé, au Conseil national et au Conseil des Etats, les débats sur la révision de la Loi sur la loi d'auteur (**17.069**). Les deux Chambres se sont accordées sur les derniers points en suspens. Elles ont notamment dû décider si à l'avenir, les bibliothèques en mains publiques devraient aussi indemniser les auteurs des contenus prêtés si elles perçoivent des contributions forfaitaires des utilisatrices et utilisateurs. Les deux Chambres ont finalement convenu que les bibliothèques publiques ou accessibles au public doivent bénéficier d'un tarif préférentiel pour ces indemnités.

➤ ... approuvé par 19 voix contre 13, au Conseil des Etats, une motion (19.3649) de la conseillère aux Etats Géraldine Savary. Celle-ci charge le Conseil fédéral de créer une base légale pour un fonds de numérisation. Ce fonds alimenté par les moyens provenant de l'attribution des fréquences de la 5G servirait notamment à soutenir les productions audiovisuelles et les films suisses. En outre, les moyens financiers seraient alloués à des projets innovants dans le domaine des médias et à des programmes de formation continue.

➤ transmis, au Conseil des Etats, un postulat de Hannes Germann (19.3593) à leur Commission de la science, de l'éducation et de la culture (CSEC-E) pour examen préliminaire. Ce postulat porte sur la numérisation des collections de sciences naturelles au profit de la recherche suisse. La commission doit clarifier s'il est opportun de coordonner environ 61 millions d'objets contenus dans les collections de sciences naturelles au moyen d'une plateforme numérique décentralisée dans le cadre du Message FRI 2021-2024.

OBJETS AUXQUELS LE CONSEIL FÉDÉRAL A RÉPONDU

➤ **Introduction de déductions fiscales incitatives sur les coûts de recherche-développement de nouveaux antibiotiques**

Motion (19.3551) du conseiller national Pierre-André Page (UDC).

Déposée le 5 juin 2019.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 14 août 2019.

➤ **Homo mensura. La recherche et la médecine sont-elles androcentrées?**

Motion (19.3577) de la conseillère nationale Bea Heim (PS).

Déposée le 11 juin 2019.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 21 août 2019.

➤ Créer l'institution nationale des droits de l'homme en appliquant une solution transitoire jusqu'au remplacement du Centre suisse de compétence pour les droits humains

Motion (19.3610) de la conseillère nationale Rosmarie Quadranti (PBD).

Déposée le 14 juin 2019.

Le Conseil fédéral a proposé son acceptation le 4 septembre 2019.

➤ Faire des EPF un réseau exemplaire du développement durable et de la mise en oeuvre des bonnes pratiques

Motion (19.3612) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).

Déposée le 14 juin 2019.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 21 août 2019.

➤ Des bourses pour faire reculer la pauvreté

Motion (19.3677) de la conseillère nationale Yvonne Feri (PS).

Déposée le 19 juin 2019.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 14 août 2019.

➤ EPF, universités et Fonds national. Promouvoir les femmes de manière plus ciblée

Interpellation (19.3695) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).

Déposée le 19 juin 2019.

Le Conseil fédéral a répondu le 21 août 2019.

➤ Bons de formation continue pour les personnes peu qualifiées

Motion (19.3697) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).

Déposée le 19 juin 2019.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 28 août 2019.

➤ La nouvelle structure de direction de l'EPFZ est-elle en adéquation avec les exigences d'une haute école moderne?

Interpellation (19.3700) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).

Déposée le 19 juin 2019.

Le Conseil fédéral a répondu le 28 août 2019.

➤ Que compte faire le Conseil fédéral pour que les hautes écoles suisses rattrapent leur retard?

Interpellation (19.3822) de la conseillère nationale Aline Trede (Les Verts).

Déposée le 21 juin 2019.

Le Conseil fédéral a répondu le 28 août 2019.

➤ Intégration du climat à côté du numérique dans les lignes directrices de la législature 2019-2023. Que signifie cela pour le message FRI 2021-2024?

Interpellation (19.3825) de la conseillère nationale Aline Trede (Les Verts).

Déposée le 21 juin 2019.

Le Conseil fédéral a répondu le 28 août 2019.

➤ Créer un centre national de compétences pour la recherche sur de nouveaux antibiotiques

Motion (19.3858) de la conseillère nationale Bea Heim (PS).

Déposée le 21 juin 2019.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 28 août 2019.

➤ Renforcer les possibilités d'encouragement en matière de recherche sur la résistance aux antibiotiques

Motion (19.3859) du conseiller national Lukas Reimann (UDC).

Déposée le 21 juin 2019.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 28 août 2019.

➤ Ne pas attendre une épidémie grave. Créer un fonds pour stimuler la recherche et le développement de nouveaux agents antimicrobiens

Postulat (19.3860) du conseiller national Claude Beglé (PDC).

Déposé le 21 juin 2019.

Le Conseil fédéral a proposé son rejet le 28 août 2019.

➤ Pour une approche systémique de la recherche sur la propagation de l'antibiorésistance dans le cadre de la stratégie One Health

Motion (19.3861) de la conseillère nationale Maya Graf (Les Verts).

Déposée le 21 juin 2019.

Le Conseil fédéral a proposé son acceptation le 28 août 2019.

➤ La Confédération et les cantons exploitent-ils toutes les possibilités de promouvoir les compétences de base des adultes, comme l'exige la loi sur la formation continue?

Interpellation (19.3872) du conseiller national Adrian Wüthrich (PS).

Déposée le 21 juin 2019.

Le Conseil fédéral a répondu le 21 août 2019.

➤ Le Conseil des EPF et l'accord institutionnel

Interpellation (19.3907) de la conseillère nationale Verena Herzog (UDC).

Déposée le 21 juin 2019.

Le Conseil fédéral a répondu le 21 août 2019.

NOUVEAUX OBJETS DÉPOSÉS

➤ Synergies à renforcer entre les EPF et Agroscope

Motion (19.3987) du conseiller national Jacques Bourgeois (PLR).

Déposée le 10 septembre 2019.

➤ Stratégie prospective. Accord de recherche avec le Royaume-Uni

Interpellation (19.4003) du Groupe PLR.

Déposée le 11 septembre 2019.

➤ Expérimentation animale: pour une meilleure coordination au niveau national et une meilleure efficacité de l'utilisation de l'argent public

Interpellation (19.4017) de la conseillère nationale Isabelle Chevalley (PVL).

Déposée le 12 septembre 2019.

➤ Encouragement de la recherche sur la téléphonie mobile et les rayonnements

Motion (19.4073) de la conseillère nationale Edith Graf-Litscher (PS).

Déposée le 19 septembre 2019.

➤ Encourager l'apprentissage tout au long de la vie grâce à un fonds de formation continue

Interpellation (19.4088) de la conseillère nationale Martina Munz (PS).

Déposée le 19 septembre 2019.

➤ Le dossier électronique des patients peut-il être utilisé à des fins de recherche scientifique?

Interpellation (19.4136) de la conseillère nationale Edith Graf-Litscher (PS).

Déposée le 25 septembre 2019.

➤ Maîtriser la transition numérique par la formation continue

Motion (19.4152) du conseiller national Christian Wasserfallen (PLR).

Déposée le 25 septembre 2019.

➤ Promotion de la formation continue dans les PME

Postulat (19.4153) du conseiller national Matthias Aebischer (PS).
Déposé le 25 septembre 2019.

➤ Maintenir le financement initial de 2017-2020 pour des places de formation supplémentaires en médecine humaine

Motion (19.4200) du conseiller national Christoph Eymann (PLR).
Déposée le 26 septembre 2019.

➤ Droit à un congé de formation rémunéré pour la formation continue et la reconversion professionnelle

Postulat (19.4284) du conseiller national Adrian Wüthrich (PS).
Déposé le 27 septembre 2019.

➤ Droit à l'apprentissage tout au long de la vie dans la Constitution fédérale – pour une offensive dans l'encouragement de la formation continue

Motion (19.4285) du conseiller national Adrian Wüthrich (PS).
Déposée le 27 septembre 2019.

➤ Crise des antibiotiques. La recherche et le développement d'antibiotiques innovants nécessitent de nouvelles incitations financières

Postulat (19.4291) de la conseillère nationale Bea Heim (PS).
Déposé le 27 septembre 2019.

➤ Une conférence ministérielle internationale en Suisse dans le but de créer des conditions cadres propices à la recherche pour lutter contre la résistance aux antibiotiques

Motion (19.4326) du conseiller national Christoph Eymann (PLR).
Déposée le 27 septembre 2019.

➤ Ne faut-il pas réintroduire une exonération fiscale complète des bourses accordées par le Fonds national scientifique (FNS) aux doctorant-e-s et postdoctorant-e-s?

Interpellation (19.4348) du conseiller national Carlo Sommaruga (PS).
Déposée le 27 septembre 2019.

➤ Des talents et du personnel qualifié pour un pôle technologique suisse du 21ème siècle

Postulat (19.4351) de la conseillère nationale Kathy Riklin (PDC).
Déposé le 27 septembre 2019.

Reproduction des articles autorisée avec l'indication de la source.

CONTACT

Réseau FUTURE
Münstergasse 64/66, 3011 Berne
Tel. 031 351 88 46
info@netzwerk-future.ch
www.reseau-future.ch

Le Réseau FUTURE réunit des partenaires académiques, scientifiques et politiques pour accroître le soutien au domaine Formation, Recherche et Innovation (FRI) ainsi que pour stimuler le dialogue entre politique et science.

2 octobre 2019
